



crise

chômage

dette

Dix questions sur le CAPITALISME aujourd'hui

entreprise

finance

État

globalisation

croissance

Sous la direction de
Renaud Chartoire

Éditions
SCIENCES
HUMAINES

**Dix questions sur
LE CAPITALISME
AUJOURD'HUI**

Renaud Chartoire

La Petite Bibliothèque de Sciences Humaines

Une collection dirigée par Véronique Bedin

Éditions
**SCIENCES
HUMAINES**

Maquette couverture et intérieur: Isabelle Mouton.

Retrouvez nos ouvrages sur
www.scienceshumaines.com
www.editions.scienceshumaines.com

Diffusion : Seuil
Distribution : Volumen

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du droit de copie.

© **Sciences Humaines Éditions, 2014**
38, rue Rantheaume
BP 256, 89004 Auxerre Cedex
Tél. : 03 86 72 07 00 / Fax : 03 86 52 53 26
ISBN = 9782361062101

AVANT-PROPOS

Crise financière parmi tant d'autres ou crise du capitalisme annonçant sa fin prochaine? Lorsque le 15 septembre 2008 la banque américaine Lehman-Brothers se déclare en faillite, le monde suspend son souffle aux décisions de la réserve fédérale américaine. Si certains redoutent une crise quasi sans précédent, peu l'avaient vu venir, en tout cas selon ces modalités-là. Et si les anticapitalistes ont pu trouver là une justification à leurs critiques contre ce système économique, d'autres n'y ont vu que l'expression de soubresauts conjoncturels qui n'enlèvent en rien la capacité du capitalisme sur le long terme à créer de la richesse et de l'emploi.

Il faut dire que le monde a plus changé depuis que le capitalisme a essaimé sur toute la surface de la planète, que durant les millénaires qui l'ont précédé. Juste un chiffre pour s'en persuader : si au milieu du xviii^e siècle le PIB par habitant au niveau mondial s'élevait à environ 200 de nos dollars d'aujourd'hui, il était passé à 1 000 dollars à l'aube de la Seconde Guerre mondiale, pour atteindre au début des années 2000 près de 7 000 dollars ; en dollars constants évidemment, ce qui signifie que la richesse par habitant au niveau mondial, depuis l'apparition du capitalisme, a été multipliée par plus de trente, alors même qu'elle avait à peine doublé depuis l'Antiquité. Et aucun autre système n'est durablement parvenu à le concurrencer, comme nous le rappelle l'expérience malheureuse menée dans les pays de l'Est au xx^e siècle.

Pourtant, le capitalisme reste un mot prompt à cristalliser bien des mécontentements. Système inégalitaire, injuste, fondé sur l'exploitation des prolétaires, destructeur de l'environnement, reposant sur l'égoïsme d'hommes incapables de travailler pour le bien commun...

Encore plus révélateur pour nous, peut-être : un sondage mené en 2011 par l'Ifop auprès de citoyens de dix pays montrait

que c'était en France que l'on se déclarait le plus « anticapitaliste » (près d'un français sur trois!).

Côté clair ou côté obscur? Le capitalisme aurait-il deux visages? L'objet de ce livre est de décrypter la nature de ce système, en en montrant l'unité et la diversité. Nous tenterons ainsi d'apporter des éléments de réponses aux questions suivantes :

- Qu'est-ce que le capitalisme?
- Les crises sont-elles consubstantielles au capitalisme?
- La crise financière, et après?
- Quel rôle pour l'État dans le système capitaliste?
- Inégalités et chômage : deux fatalités inhérentes au système capitaliste?
- Quelle entreprise pour demain?
- Capitalisme et développement durable sont-ils conciliables?
- Le capitalisme peut-il être moral?
- Le capitalisme rend-il heureux?
- Quel avenir pour le capitalisme global?

En nous appuyant sur des articles de spécialistes, nous espérons donner les clés de lecture indispensables à l'étude raisonnée de ce système économique sans lequel la compréhension des grands enjeux économiques et sociaux du monde contemporain n'est pas accessible.

Renaud Chartoire

QU'EST-CE QUE LE CAPITALISME?

- Une nouvelle histoire du capitalisme (X. de la Vega)
- Quelques grandes figures de l'histoire du capitalisme mondial (encadré)
- Capitalisme et libéralisme économique (G. Dostaler)
- Les capitalismes : une cartographie en trompe-l'œil (encadré)

UNE NOUVELLE HISTOIRE DU CAPITALISME

Alors que le capitalisme semble régner sans partage sur tous les recoins de la planète, les historiens débattent comme rarement sur sa genèse. Depuis que des chercheurs ont entrepris de réviser de fond en comble l'histoire économique des contrées non européennes, c'est une nouvelle histoire du capitalisme qui se profile.

Les travaux d'histoire globale ont remis sur le tapis la question des origines du capitalisme en montrant que nombre de ses ingrédients constitutifs peuvent être repérés bien avant le XVI^e siècle, tant en Europe qu'en Asie, qu'il s'agisse de l'existence de marchés développés, du système de crédit, de contrats salariaux, de l'impérialisme¹... Ce courant de recherche prolonge en ce sens la vision de Fernand Braudel, pour lequel le capitalisme se définit comme un ensemble de pratiques présentes dans de multiples sociétés, à de multiples époques². D'une manière qui semble contre-intuitive aujourd'hui, tant on a pris l'habitude, bien à tort, d'assimiler le capitalisme à l'économie de marché, l'historien français définit le premier en l'opposant à la seconde. Alors que l'économie de marché renvoie à des échanges de proximité intervenant dans des marchés règlementés et transparents, comme ceux des foires de Champagne au Moyen Âge, pour Braudel, le capitalisme consiste à contourner les règles de la concurrence pour dégager des profits exceptionnels. Le capitalisme est alors la recherche de positions de monopole, obtenues notamment en allongeant le circuit commercial jusqu'à le rendre opaque. Il trouve ainsi sa meilleure incarnation dans le commerce au long cours, pratiqué tout autant par les marchands

1- Voir P. Norel, *L'Histoire économique globale*, Seuil, 2009.

2- F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XV^e-XVIII^e siècle)*, 3 vol., 1979, rééd. LGF, 2000.

vénitiens que par les diasporas juives, arabes ou indiennes qui, dès le I^{er} millénaire, font transiter des marchandises de la Méditerranée à l'océan Indien, de la mer Noire à la Chine.

Comme l'observe l'historienne Ellen Meiksins Wood, cette vision présente néanmoins le risque de « naturaliser le capitalisme³ », et finalement de considérer que, puisqu'il est présent depuis la nuit des temps, il représente l'horizon indépassable des sociétés humaines. Elle risque aussi de faire perdre de vue la singularité d'un système économique dont l'émergence a bouleversé l'histoire de l'humanité. C'est sur cette singularité qu'insistaient autant Karl Marx, Max Weber ou Karl Polanyi. À leurs yeux, un mode d'organisation économique entièrement inédit était né en Europe, quelque part entre le xvi^e et le xix^e siècle. Comme le montre bien Philippe Norel, le meilleur usage de l'histoire globale consiste à expliquer comment un tel système a pu voir le jour en Europe et éventuellement pourquoi seulement sur le Vieux Continent.

La quête rationnelle du profit

Raison de plus pour rappeler en quoi consiste la spécificité du capitalisme. Marx identifie sans hésitation la rupture fondatrice de son avènement : il la trouve dans la formation d'un prolétariat obligé de vendre sa force de travail pour subvenir à ses besoins. Dès cet instant, les entreprises capitalistes peuvent prospérer. Possédant le contrôle des moyens de production (les équipements acquis, les terres louées aux propriétaires terriens), elles sont en mesure d'« exploiter » les travailleurs, c'est-à-dire de s'approprier une partie de la valeur qu'ils produisent (la plus-value). Elles peuvent également organiser le travail à leur guise afin d'en tirer le meilleur profit. Pour Marx, elles n'ont d'ailleurs guère le choix, et c'est là à ses yeux le second trait distinctif du capitalisme : se livrant une concurrence sans relâche, les entreprises doivent sans cesse accroître les rendements pour avoir une chance de survie.

La vision wéberienne n'est au fond pas très éloignée de celle de Marx. Pour Weber, le capitalisme est le premier système

3- E. Meiksins Wood, *L'Origine du capitalisme. Une étude approfondie*, Lux, 2009.



économique entièrement organisé autour de la quête rationnelle du profit⁴. Si l'appât du gain est une affaire ancienne, elle ne devient le principe d'organisation de la société que si certaines conditions sont réunies, parmi lesquelles Weber, comme Marx, place l'appropriation des moyens de production par des entreprises privées, ainsi que l'existence de travailleurs prêts à l'embauche et le développement de marchés libres. Mais il insiste aussi sur la nécessité d'institutions préalables au déploiement de cette rationalité singulière, telle que l'existence d'un système de comptabilité (sans laquelle aucun calcul de rentabilité n'est possible), ou celui d'un droit rationnel (indispensable pour garantir la propriété privée et trancher les différents commerciaux). Cet ordre social singulier est enfin fondé sur des valeurs : Weber disserte sur les origines protestantes de l'« esprit du capitalisme », cet ensemble de maximes à connotation éthique qui modèlent selon lui les comportements d'épargne et de dur labeur.

L'économiste hongrois Karl Polanyi complète la définition en insistant, comme le faisait déjà Marx, sur une prégnance inédite de l'échange marchand. Cela signifie que tant la satisfaction des besoins élémentaires que l'acquisition des objets qui peuplent le quotidien des hommes impliquent une transaction. Cela signifie aussi que le travail et la terre sont transformés en marchandises, de sorte que la vie humaine et la nature sont désormais régies par les conditions du marché. C'est ce que Polanyi appelle la « marchandisation » de la société. Alors que toutes les sociétés antérieures avaient veillé à contenir cette logique, selon l'économiste hongrois, le propre du capitalisme est de lui donner libre cours, et même de la pousser toujours plus loin, au risque de mettre la société en péril⁵.

Pour ces trois auteurs, donc, seule l'Europe s'est engagée dans la voie capitaliste de développement. Polanyi y voit une impasse. À ses yeux, la société ne pouvait que réagir à ce processus de marchandisation en tentant de contenir sévèrement la sphère de l'échange marchand : il voyait dans l'émergence des États providence et de leurs mécanismes redistributifs les signes

4- M. Weber, *Économie et Société*, 1921, rééd. Stock, 2003.

5- K. Polanyi, *La Grande Transformation*, 1944, rééd. Gallimard, coll « Tel », 2009.

d'une « grande transformation ». Marx et Weber considèrent au contraire, chacun à sa manière, que le capitalisme engage l'humanité sur la voie d'un mouvement irréversible de changement social. Marx voyait ainsi d'un bon œil l'aventure coloniale européenne, qui emporterait l'ensemble de la planète sur une voie de développement certes profondément inégalitaire, mais qui jetterait les bases de l'avènement du socialisme. Weber a, quant à lui, ouvert une longue lignée de travaux qui inscrivent le capitalisme au sein d'un mouvement séculaire de modernisation des sociétés, tradition à laquelle on peut rattacher autant l'œuvre de Joseph Schumpeter que les travaux de Walt Whitman Rostow⁶. En énonçant ses « stades de la croissance économique », ce dernier considérait les transformations survenues en Europe comme la voie naturelle du développement économique. Ses phases de « démarrage » (diffusion de l'esprit scientifique, premiers entrepreneurs), « décollage » (révolution industrielle) et « maturité » (deuxième révolution industrielle, développement de la consommation de masse) étaient tout simplement calquées sur l'expérience européenne. Bref, l'avènement du capitalisme, tel qu'il s'est déroulé en Europe, est le passage obligé de la modernisation économique pour l'ensemble de la planète.

Ne négligeons pas l'histoire de la Chine !

C'est là une conviction que les recherches en histoire globale ont considérablement relativisée. Elles ont solidement établi que les autres régions du monde n'ont pas attendu les Lumières européennes. La Chine a ainsi connu sous la dynastie des Song une phase de modernisation économique (il n'y a pas d'autres mots) tout à fait remarquable, fondée sur l'essor du marché intérieur et l'avènement d'innovations technologiques de premier ordre (des techniques agricoles à la navigation au long cours, en passant par la machine à filer)⁷. L'historien américain Kenneth Pomeranz⁸ a

6- W.W. Rostow, *Les Étapes de la croissance économique. Un manifeste non communiste*, 3^e éd., Economica, 1997.

7- Voir E.H. Mielants, *The Origins of Capitalism and the « Rise of the West »*, Temple University Press, 2007.

8- K. Pomeranz, *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Albin Michel, 2010



par ailleurs établi que la région chinoise du delta du Yantzé possédait jusqu'à 1820 des niveaux de productivité du travail et de consommation équivalents ou supérieurs à ceux de l'Angleterre. Il est donc erroné d'identifier capitalisme occidental et modernisation économique. De même qu'il est trompeur de considérer la « réémergence » contemporaine de l'Asie comme le fruit de sa conversion au capitalisme occidental, même si le déploiement planétaire de ce dernier y a contribué. L'histoire globale a ainsi mis au jour l'existence d'une autre voie de modernisation économique, qui ne se réduit pas à celle suivie par l'Occident.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, Adam Smith, le grand économiste écossais, est peut-être le premier historien global. Dès la fin du XVIII^e siècle, il s'attachait à comprendre les trajectoires respectives de l'Europe et de la Chine. Smith voyait dans la voie chinoise le « cours naturel » de la richesse des nations, fondé sur l'essor du marché intérieur. Partant des progrès de l'agriculture, le pays avait progressivement développé des activités industrielles, jouant à plein sur le cercle vertueux de la spécialisation et de l'amélioration des techniques. Smith constatait que l'Europe avait procédé à l'inverse. Depuis les premières cités-États italiennes jusqu'à l'apogée des Provinces-Unies hollandaises, le Vieux Continent avait fondé son essor économique sur la capture de marchés extérieurs – l'Empire britannique se préparait déjà à prendre le relais.

Pourquoi l'Europe s'est-elle engagée dans une telle voie? L'analyse de Braudel constitue sur ce point un jalon important lorsqu'il insiste sur une singularité de l'Europe: la facilité avec laquelle les pratiques capitalistes ont pu s'épanouir, alors qu'elles se sont heurtées ailleurs à l'opposition du pouvoir politique. C'est en croisant les analyses de Smith et de Braudel que des historiens contemporains comme Giovanni Arrighi⁹, Beverly Silver ou Eric Mielants s'attachent à préciser les contours de cette « voie occidentale » – la « voie capitaliste ». Celle-ci s'appuierait en définitive sur la proximité, la complémentarité même, entre les élites économiques et le pouvoir politique. Alors que la Chine a toujours tenu ses capitalistes à distance, les États occidentaux

9- G. Arrighi, *Adam Smith à Pékin. Les promesses de la voie chinoise*, Max Milo, 2009.

ont généralement prêté main-forte aux velléités conquérantes de leurs élites marchandes, puis industrielles. Ce cocktail d'expansionnisme et de militarisme constituerait en définitive la spécificité de la voie de développement occidentale.

La voie occidentale

Une telle analyse est contestée par tous ceux qui relativisent le rôle joué par les conquêtes de territoires et de marchés extérieurs dans l'expansion du capitalisme. Ceux-là n'entendent pas (toujours) justifier l'aventure coloniale. Ils considèrent en revanche que les capitalismes européens n'en avaient pas besoin pour fonder leur essor – une affirmation qui fait évidemment l'objet de débats. Ce diagnostic s'applique en particulier à l'après-guerre, lorsque la progression des rémunérations ouvrières a assuré des débouchés intérieurs aux grandes entreprises fordistes.

Il n'est cependant pas interdit de retenir une intuition stimulante, suggérée tant par la pensée smithienne que par les apports de l'histoire globale. Comme le pensait Braudel, le capitalisme n'est pas réductible à l'économie de marché. C'est plutôt un agencement singulier du marché et des pouvoirs économique et politique, un agencement parmi d'autres possibles.

Xavier de la Vega

Quelques grandes figures de l'histoire du capitalisme mondial

KARL MARX (1818-1883)

Ce penseur critique du capitalisme a produit une analyse scientifique des transformations économiques, sociales et politiques intervenues au cours de l'histoire. Dans son œuvre maîtresse, *Le Capital*, publiée entre 1867 et 1894, il explique l'avènement du mode de production capitaliste et analyse la relation entre capital et travail : les capitalistes concentrent le capital et accumulent les richesses en utilisant le travail des prolétaires. Pour Marx, le chômage et la paupérisation croissante résultant de ces rapports de production conduiront à la « révolte du prolétariat » dans les pays industrialisés, vouant le capitalisme à disparaître.

MAX WEBER (1864-1920)

Juriste de formation, le grand sociologue allemand est le premier à analyser la dimension culturelle du capitalisme : dans ses travaux, il analyse notamment l'influence de l'éthique religieuse sur le comportement économique, étudiant de nombreuses religions et aires géoculturelles. En 1905, dans *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, il rappelle que le protestantisme valorise le travail et la réussite professionnelle de l'individu : ainsi pour Weber, le rôle de l'éthique protestante fut déterminant dans l'essor du capitalisme occidental.

JOHN M. KEYNES (1883-1946)

Cet économiste britannique n'est pas un adversaire du capitalisme mais pense que, livré à lui-même, il peut générer chômage et crises. En 1936, dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, il recommande des politiques de grands travaux, une répartition plus égalitaire des richesses, ainsi qu'une politique monétaire destinée à encourager l'investissement. Des politiques d'inspiration keynésienne furent appliquées au cours des trente glorieuses (1945-1975), et connaissent un regain d'intérêt depuis la crise mondiale de 2008.

JOSEPH A. SCHUMPETER (1883-1950)

Pour cet économiste autrichien, le capitalisme est un système dynamique caractérisé par une alternance de phases de croissance et de crise. L'apparition d'innovations technologiques fondamentales est source de croissance. Mais lorsque le potentiel de développement de ces innovations est épuisé, la crise survient et se prolonge jusqu'à l'émergence de nouvelles

innovations, à l'origine d'un autre cycle de croissance. Ce renouvellement cyclique des innovations technologiques constitue le « processus de destruction créatrice ». Schumpeter souligne dans ce processus le rôle essentiel des entrepreneurs : poussés par la recherche de profit, ils encouragent l'émergence de nouvelles techniques toujours plus performantes.

KARL POLANYI (1886-1964)

L'économiste et historien hongrois met en évidence la rupture qu'a constituée l'avènement d'un marché où les prix sont déterminés par le jeu de l'offre et de la demande, sans aucune intervention extérieure. En 1944, dans *La Grande Transformation*, Polanyi décrit l'ascension et la décadence de cette économie de marché entre les années 1830 et 1930 : cette période marque la tentative d'imposer un marché libre de la terre, de la monnaie et du travail. Mais elle aurait engendré tant de tensions économiques et sociales qu'elle a imposé un retour au dirigisme après la crise de 1929. Pour Polanyi, l'instauration d'un marché libre correspond donc à une brève période dans l'histoire.

FERNAND BRAUDEL (1902-1985)

Cet historien français a étudié la genèse du capitalisme. Dans la période pré-industrielle existait une économie de marché occupant certes une place restreinte dans la société mais qui fut le siège de transformations décisives, menant vers le capitalisme. L'émergence de celui-ci est donc bien antérieure à la révolution industrielle. En 1979, dans *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Braudel décrit l'apparition progressive de « l'économie-monde capitaliste », à partir du XIII^e siècle. Celle-ci se diffuse à l'échelle mondiale à travers une succession de centres regroupant chacun à son tour la majorité des activités économiques : Gènes, Venise, Bruges, Amsterdam puis Londres et New York.

Justine Canonne

CAPITALISME ET LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE

« Libéralisme » est un mot aux significations multiples, porteur d'une lourde charge polémique¹. Fièrement revendiqué par les uns, il sert à diaboliser les autres. Il peut même, lorsqu'il traverse un océan, signifier à son point d'arrivée le contraire de ce qu'il voulait dire au départ. Ainsi, en Europe, un libéral désigne habituellement un adepte du laisser-faire et un adversaire de l'intervention étatique dans l'économie alors qu'au Canada anglais et aux États-Unis, un libéral est au contraire un partisan de l'intervention, un keynésien et même un social-démocrate.

Le libéralisme classique

Comme c'est souvent le cas dans le domaine des doctrines et des courants de pensée, les appellations naissent parfois très longtemps après l'émergence de ce qu'elles désignent. « Libéralisme » apparaît ainsi pour la première fois en 1818 sous la plume de Maine de Biran pour qualifier la doctrine des libéraux français. « Libéral » est beaucoup plus ancien ; son utilisation pour caractériser un partisan des libertés politiques apparaît au milieu du XVIII^e siècle.

Le libéralisme s'applique à plusieurs dimensions de la réalité humaine et sociale. Il désigne ainsi la tolérance face aux actions et aux opinions d'autrui, dont on respecte l'indépendance et la liberté individuelle. On peut le qualifier alors d'individuel ou de moral.

Dans un deuxième sens, le libéralisme s'applique au domaine politique. Il émerge comme opposition à l'absolutisme des

1- Voir, pour une présentation plus détaillée des idées exposées dans ce texte, G. Dostaler, « Néolibéralisme, keynésianisme et traditions libérales », *La Pensée*, n° 323, 2000.

monarchies de droit divin et s'identifie à la démocratie². Un troisième sens est économique. Le libéralisme s'identifie alors au laisser-faire, au libre-échange, à la liberté d'entreprise et à la limitation stricte des interventions gouvernementales dans l'économie.

Au moment de la transition entre les sociétés féodale et capitaliste, les trois formes de libéralisme sont étroitement liées. John Locke en Grande-Bretagne et Voltaire en France sont deux exemples de personnages résolument libéraux dans les trois sens du terme. Mais avec François Quesnay et les physiocrates, à la fin du XVIII^e siècle, on assiste déjà à une dissociation entre ces trois dimensions. F. Quesnay et ses amis sont des partisans résolus de la monarchie de droit divin. Ils sont des apôtres non moins résolus du laisser-faire, expression qu'ils sont du reste les premiers à utiliser.

Le libéralisme économique s'appuie sur une conception particulière des rapports entre l'économique et le social et du fonctionnement de l'économie, fonctionnement décrit par l'économie politique classique, fondée et développée, entre autres, par Adam Smith, Jean-Baptiste Say et David Ricardo. Fascinés par la physique newtonienne, ces penseurs cherchent à construire une physique sociale, dans laquelle la loi de la gravitation universelle sert de modèle au postulat de la rationalité de l'individu, de l'*Homo œconomicus* mû par son égoïsme, son intérêt personnel. Dans ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), œuvre fondatrice de la pensée économique libérale, A. Smith illustre par la fameuse parabole de la main invisible l'une des idées fondamentales du libéralisme : poursuivant ses intérêts matériels personnels sans égard pour ceux de ses concurrents, chaque individu est amené, comme par une main invisible, « à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions (...). Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société que s'il avait réellement pour but d'y travailler. » Il faut toutefois ajouter qu'A. Smith, auteur de *La Théorie des*

2- Mais Hayek, parmi d'autres, refuse d'identifier le libéralisme, qui est pour lui la valeur suprême, et la démocratie, qui tend à se transformer en dictature de la majorité et des classes moyennes. Il se réfère en cela aux thèses de Tocqueville.



sentiments moraux, a du laisser-faire et de ses conséquences une conception plus nuancée que ses successeurs et en particulier ceux qui, aujourd'hui, se réclament de lui. Il en est de même de Léon Walras, qui a cherché pourtant à traduire mathématiquement la parabole de la main invisible dans son modèle d'équilibre général. Pour L. Walras, qui se définissait politiquement comme socialiste, l'équilibre général ne génère pas nécessairement la justice sociale.

Keynes et le nouveau libéralisme

John Maynard Keynes se définissait comme libéral, et fut d'ailleurs membre actif du Parti libéral anglais pendant la plus grande partie de sa vie³. Mais son libéralisme consistait en une défense sans compromis de la liberté individuelle, en particulier sur le plan moral, et de la démocratie politique. Il ne croyait pas au laisser-faire. Dans *La Fin du laisser-faire* (1926), il écrit : « Il n'est nullement vrai que les individus possèdent, à titre prescriptif, une "liberté naturelle" dans l'exercice de leurs activités économiques. (...) Il n'est nullement correct de déduire des principes de l'économie politique que l'intérêt personnel dûment éclairé œuvre toujours en faveur de l'intérêt général. »

Keynes n'est évidemment ni le premier, ni le seul à remettre en question le laisser-faire. Les porte-parole des diverses tendances du socialisme, certains penseurs chrétiens, les économistes de l'école historique allemande et de l'institutionnalisme américain ont mené dès le XIX^e siècle la lutte contre le libéralisme économique. John Stuart Mill considérait que la liberté économique n'avait pas le même statut que la liberté individuelle et politique, et pourrait éventuellement laisser la place au socialisme. Mill est le précurseur d'un courant de pensée qui va se développer à la fin du XIX^e siècle au sein du Parti libéral britannique, et dans lequel Keynes s'inscrit : le nouveau libéralisme. Les nouveaux libéraux considèrent que le libéralisme classique a accompli son œuvre et que, désormais, le capitalisme génère des maux dangereux : crises, chômage, pauvreté, inégalités de revenus inacceptables.

3- Sur Keynes, voir G. Dostaler, *Keynes et ses combats*, Albin Michel, nouv. éd. révisée et augmentée, 2009.

C'est à l'État que revient la responsabilité de corriger ces maux, et cela à travers un interventionnisme très actif.

Keynes décrivait le nouveau libéralisme – qu'il appelait parfois libéralisme social ou socialisme libéral – comme une « troisième voie » entre libéralisme et socialisme. Il a donné dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), sans doute l'un des ouvrages les plus influents avec *La Richesse des nations* d'Adam Smith, un fondement théorique à l'interventionnisme, une rationalisation économique à l'État providence. Ce fondement passe par une critique radicale de l'économie classique et de l'idée de l'autorégulation de l'économie par le marché. Le principal message de la *Théorie générale* est qu'il n'existe aucun mécanisme qui assure spontanément le plein-emploi dans les économies capitalistes. La persistance du chômage et celle d'écartes inacceptables dans les revenus et les fortunes sont des caractéristiques structurelles des économies capitalistes, qui ne peuvent être corrigées que par une intervention active de l'État. La révolution keynésienne remet donc le politique, et les objectifs sociaux, au premier rang par rapport à l'économique.

Alors que Keynes prônait, à la fin de son livre, l'« euthanasie du rentier » et une large socialisation de l'investissement, c'est une version plus modérée du keynésianisme qui s'est imposée dans la plupart des économies dans les trente années de l'après-guerre. La majorité des économistes, comme les décideurs et l'opinion publique, admettaient que le droit à l'emploi, à un revenu décent, à la protection sociale doit être garanti par les pouvoirs publics et que des politiques actives d'intervention de l'État dans l'économie peuvent permettre l'atteinte de ces objectifs. Mais cela n'impliquait pas nécessairement de changements structurels importants dans les économies.

Aux frontières du libéralisme : le néolibéralisme

Comme le mot « libéralisme », « néolibéralisme » est aussi porteur d'ambiguïté. Contrairement à ce que l'on peut penser, il est d'un usage très ancien. On le trouve sous la plume de Lamartine, en 1843, comme synonyme de libéralisme. Plus tard, il est employé parfois comme synonyme de nouveau libéralisme,